

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 12 MAI 1921.

Projet de loi instituant la comptabilité des dépenses engagées (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION PERMANENTE DES FINANCES, DES BUDGETS
ET DES ÉCONOMIES (2), PAR M. HALLET.

MESSIEURS,

La situation du Trésor réclame impérieusement la compression des dépenses, le Budget actuel étant décuplé comparativement à celui d'avant-guerre. C'est la besogne à laquelle vient heureusement de se livrer l'honorable Ministre des Finances et dont s'occupe en ce moment la Commission du Budget.

Mais la réduction du Budget ne suffit pas, il faut aussi et surtout que les divers Départements ministériels restent, quant à leurs dépenses, dans les limites strictes des allocations budgétaires.

La Constitution belge, la loi sur la comptabilité de l'État du 15 mai 1846 et la loi du 29 octobre 1846 relative à l'organisation de la Cour des Comptes, établissent, à cet égard, des règles tout à fait strictes dont l'observation devait, semble-t-il, donner toutes garanties au Pouvoir législatif (3).

(1) Projet de loi, n° 132.

(2) La Commission est composée de MM. MECHelynck, président, BOLOGNE, CARLIER, DAVID, DE BRUYNE, DONNAY, HALLET, HOUTART, OZERAY, PUSSEMIER, SAP, SERRUYS, SOUDAN, STRAUS, VAN LIMBOURG-STIRUM et WAUWERMANS.

(3) Constitution. — ART. 16. — La Cour des Comptes veille à ce qu'aucun article des dépenses du Budget ne soit dépassé et qu'aucun transfert n'ait lieu.

Loi du 15 mai 1846. — ART. 16. — Les ministres ne peuvent faire aucune dépense au delà des crédits ouverts à chacun d'eux.

ART. 17. — Le Ministre des Finances n'autorise le paiement d'une ordonnance que lorsqu'elle porte sur un crédit ouvert par la loi. Aucune sortie de fonds ne peut se faire

Cependant, malgré ces prescriptions légales formelles, les dépassements de crédits sont devenus une habitude constante sans même que les Ministres intéressés fassent usage de la faculté leur accordée par l'article 14 de la loi du 29 octobre 1846 et sans que la Cour des Comptes ait été appelée à statuer.

Les paiements se font alors par, ce que l'on a appelé « mandats directs ». Il importe qu'il soit mis fin à pareil abus.

*
* * *

Le projet de loi instituant la comptabilité des dépenses engagées, porte en partie remède à cette situation. Cette comptabilité permet à chaque Ministre de suivre de près l'état des divers crédits et au Ministre des Finances d'exercer au contrôle supérieur, outre celui de la Cour des Comptes, qui sera saisie périodiquement des rapports des agents spéciaux chargés de surveiller l'engagement des dépenses.

La proposition consiste à faire tenir dans chaque Ministère une comptabilité des dépenses engagées. Les comptables seront justiciables de la Cour des Comptes.

Cette innovation porte remède à une situation qu'il est urgent de modifier.

La Cour des comptes doit veiller à ce qu'aucun article des dépenses prévues par le budget ne soit dépassé. Mais actuellement, cet organisme ne peut remplir sa mission qu'avec la plus grande difficulté et souvent sans efficacité. En effet, elle est souvent réduite à accorder son visa à des dépenses qui ont été engagées

sans son concours et sans *le visa préalable* et la liquidation de la Cour des Comptes, sauf les exceptions établies par la loi (art. 63, arrêté royal du 10 décembre 1868).

ART. 63. — Les paiements à faire sur les budgets et sur les fonds spéciaux embrassent :

1° Les dépenses fixes, affranchies du visa préalable de la Cour des Comptes (traitements, abonnements, pensions) ;

2° Les dépenses soumises à une liquidation préalable de la Cour des Comptes ;

3° Les dépenses sur crédits ouverts, soumises à une liquidation ultérieure de la Cour des Comptes, lorsque la nature du service exige l'ouverture de crédits pour une dépense à faire (art. 15, 1°, loi organique Cour des Comptes) ;

4° Les avances de fonds à des agents comptables, chargés d'un service administratif régi par économie (les avances ne peuvent excéder 20,000 francs, et il sera justifié de leur emploi dans le délai de quatre mois), (art. 15, 2°, loi organique Cour des Comptes).

ART. 18. — *Les ordonnateurs sont responsables* des paiements mandatés par eux, contrairement aux lois et aux règlements d'administration.

Loi du 29 octobre 1846. — ART. 8. — La Cour veille à ce qu'aucun article des dépenses du Budget ne soit dépassé, et à ce qu'aucun transfert n'ait lieu.

ART. 14. — Aucune ordonnance de paiement n'est acquittée par le Trésor qu'après avoir été munie du visa de la Cour des Comptes. Lorsque la Cour ne croit pas devoir donner son visa, les motifs de son refus sont examinés en Conseil des Ministres.

Si les Ministres jugent qu'il doit être passé outre au paiement sous leur responsabilité, la Cour vise avec réserve. Elle rend compte de ses motifs dans ses observations annuelles aux Chambres.

sans qu'elle ait pu se rendre compte de l'importance des engagements pris et alors que parfois les crédits étaient déjà épuisés lorsque les dits engagements ont été contractés.

La réforme proposée remédie complètement à cet état de choses. Les comptables surveilleront avec soin les dépenses, dès le moment où les engagements seront pris, et aviseront périodiquement la Cour des Comptes des résultats de leur surveillance.

D'autre part, le Ministre lui-même sera ainsi tenu au courant, jour par jour si l'on peut dire, de l'état de ses crédits et de la façon dont ils sont engagés.

Le projet du Gouvernement demande cependant certaines modifications.

La Commission avait pensé vous proposer la suppression du paragraphe 2 de l'article premier : « Les lois du budget déterminent les crédits pour lesquels la tenue de cette comptabilité doit être organisée ». Elle était d'avis qu'il serait difficile de préciser exactement ces articles et que, d'autre part, il paraissait nécessaire d'exercer la surveillance sur tous les crédits.

Mais elle n'a pas cru devoir persister dans cette opinion. En effet, il y a toute une série de dépenses, les dépenses fixes, qui ne peuvent donner lieu à aucun abus. D'autre part, il faut que, dans les débuts, la réforme donne lieu au minimum de paperasserie, à peine de la voir bientôt ensevelie dans les difficultés matérielles. A vouloir trop bien faire, nous risquerions de dépasser le but.

Au paragraphe 3 de l'article 2, il y a lieu d'indiquer, d'une façon plus précise, les époques auxquelles les agents ont l'obligation de faire rapport et d'ajouter au mot « périodiquement » les mots « au moins tous les deux mois ».

Le Ministre conserve ainsi la latitude de demander des rapports plus fréquents. Il est difficile de dire dès maintenant comment la loi fonctionnera, quelles sont au juste les modalités administratives, le personnel et le travail que son fonctionnement exigera. Les circonstances peuvent faire que le Ministre ait besoin de rapports dans des délais plus courts.

Il faudrait ensuite ajouter à l'article 3 la disposition finale suivante : « Les sanctions prévues par l'article 8 de la loi du 29 octobre 1846 pourront être appliquées aux agents qui auront laissé dépasser les crédits ou qui n'auront pas transmis les résultats de leur comptabilité à la Cour des Comptes dans les délais prescrits ». Le texte du projet est insuffisant, car l'article 8 ne concerne que les agents comptables réguliers.

Comme les comptables institués par la présente loi auront une mission des plus délicates, il importe de leur donner des garanties contre l'arbitraire bureaucratique. C'est pourquoi nous proposons de leur accorder le droit d'en appeler à la Cour des Comptes pour le cas où ils subiraient un préjudice à raison de l'exercice de leurs fonctions.

Il reste entendu qu'en cas de retard, la procédure de la Cour des Comptes sera la même à l'égard de ces agents qu'à l'égard des comptables, c'est-à-dire que la Cour aura le droit d'injonction contre ceux qui ne lui auront pas donné leur compte périodique dans le délai fixé et qu'elle pourra prononcer contre les retardataires les pénalités prévues pour les comptables ordinaires.

Les comptables, nommés par le Roi sur la proposition du Ministre des Finances, ne dépendent que de ce dernier. Comme leur rôle sera assez délicat, votre Commission vous propose de leur donner comme garantie, un recours à la Cour des Comptes, s'ils venaient, à raison de l'exercice de leurs fonctions, à être l'objet d'une mesure qui leur porterait préjudice.

Nous nous proposons enfin d'ajouter une disposition qui supprimera radicalement l'emploi des « mandats directs ». En vertu de cette nouvelle prescription, l'État ne serait tenu que des engagements *visés* par les agents comptables des dépenses engagées et dans les limites seulement des sommes prévues dans les pièces visées par eux.

* * *

Le Sénat avait jugé bon d'ajouter au projet de loi augmentant le nombre des membres de la Cour des Comptes, la disposition suivante, proposée par M. le sénateur Liebaert :

« Sont, préalablement à leur exécution, soumis au visa de la Cour des Comptes, chargée de contrôler leur conformité avec la loi budgétaire, les actes gouvernementaux, arrêtés royaux et arrêtés ministériels pouvant engager les finances de l'État :

» 1° Par mises en adjudication, contrats et création d'institutions nouvelles ou de services nouveaux ;

» 2° Par nominations ou promotions de fonctionnaires ou employés, qui entraînent un accroissement de dépenses.

» Lorsque la Cour ne croit pas devoir donner son visa, les motifs de son refus sont examinés en Conseil des Ministres. Si les Ministres jugent qu'il peut être passé outre, sous leur responsabilité, la Cour vise avec réserve, et fait, dans la quinzaine, connaître à la Chambre des Représentants et au Sénat les motifs de son opposition. Elle rappelle ceux-ci dans ses observations annuelles. »

La Commission des Finances du Sénat s'était exprimée au sujet de cette proposition, de la façon suivante :

« Votre Commission, tout en approuvant les modifications que cet amendement apporterait à notre loi organique, en reconnaissant le secours qu'elle donnerait au Ministre des Finances, dans l'exercice de sa délicate et ingrate mission, a estimé que cet amendement lui paraissait sortir du cadre de la présente loi, et aurait le grave inconvénient de retarder, par un renvoi à la Chambre, l'augmentation du nombre des membres de la Cour des Comptes qui ne se considère plus actuellement à même de faire face à sa lourde tâche et renoncerait à en assumer la responsabilité. Cet amendement devrait faire partie du projet de loi désiré par beaucoup, préconisé jadis par M. Delacroix, et signalé encore récemment par plusieurs membres de la Chambre. »

Malgré l'avis de la Commission, le Sénat avait voté cet amendement. La Chambre vient de le disjoindre du projet de loi portant augmentation du nombre des membres de la Cour des Comptes.

Il convient donc que nous l'examinions maintenant.

Votre Commission n'est pas d'avis d'introduire cette innovation dans la loi. Les explications données à la Chambre par M. le Ministre des Finances ne peuvent que recevoir notre approbation :

« Le remède proposé par le Gouvernement (il s'agit du projet de loi sur la comptabilité des dépenses engagées) est plus complet et plus pratique que celui formulé par M. Tibbaut.

» J'estime qu'il ne convient pas d'instituer un contrôle de la Cour des Comptes sur les dépenses à effectuer par le Gouvernement en vertu d'un budget régulièrement voté par les Chambres, avant que ces dépenses soient engagées.

» Le contrôle de la Cour des Comptes ne peut s'exercer qu'après l'engagement de ces dépenses et non avant. En décider autrement serait, à mon sens, confondre le législatif avec l'exécutif et violer l'article 116 de la Constitution. »

* * *

Les dispositions que nous vous avons proposé d'admettre sont-elles suffisantes pour, avec les lois et règlements actuels, armer efficacement le pouvoir législatif, ou bien faut-il en voter encore d'autres? Quelles mesures convient-il de prendre?

Il est utile tout d'abord que le Gouvernement sache que la Législature a l'intention, pour l'avenir, d'exiger la stricte application de la loi sur la comptabilité de l'État.

Il serait nécessaire aussi que la Cour des Comptes ne se bornât pas à renseigner le Parlement une fois par an dans son cahier d'observations, mais que la Chambre soit avisée par la Cour chaque fois et aussitôt que celle-ci s'aperçoit d'une irrégularité. Il convient donc de modifier l'alinéa final de l'article 14 de la loi du 29 octobre 1846, cité plus haut en note, et de dire :

« Elle (la Cour) rend compte de ses motifs immédiatement aux Chambres. D'une manière générale, elle signale aux Chambres, sans retard, toute irrégularité. »

Un complément aussi utile serait que la Cour fit connaître dans chacun de ses rapports annuels (cahier d'observations) les réformes qui, à son avis, devraient être introduites dans la comptabilité de l'État et les modifications à apporter à sa propre organisation, chaque fois qu'elle jugera que des mesures nouvelles, dans ce double ordre, mettraient les règles de notre comptabilité mieux en harmonie avec les nécessités publiques modifiées et assureraient un contrôle plus expéditif et plus efficace de la gestion de nos finances.

Votre Commission verrait avec plaisir la Cour des Comptes accueillir favorablement cette suggestion.

* * *

Parlons maintenant de la responsabilité ministérielle.

La loi dit expressément que les Ministres ne peuvent faire aucune dépense au delà des crédits ouverts à chacun d'eux. Leur responsabilité personnelle est en jeu. Mais cette garantie apparaît comme illusoire. Le Congrès national a déclaré, dans l'article 139 de la Constitution, qu'« il est nécessaire de pourvoir, par des

lois séparées, et dans le plus court délai possible, aux objets suivants : . . .
5°) la responsabilité des Ministres et autres agents du pouvoir ». Mais les nombreuses législatures qui se sont succédées depuis la fondation de notre nationalité, n'ont pas encore eu à s'occuper de cette question.

L'article 18 de la loi prescrit bien que les ordonnateurs sont responsables des paiements mandatés par eux, contrairement aux lois et aux règlements d'administration, mais la rédaction de cet article n'est pas assez précise et la manière d'appliquer les sanctions n'est même pas prévue.

Le Sénat a été frappé, comme nous, de cette situation grave et M. le Sénateur de Mévius en parle dans le rapport de la Commission des Finances chargée d'examiner le projet de loi portant revision de la loi organique de la Cour des Comptes:

« Les responsabilités, dit l'honorable rapporteur, ne sont pas suffisantes ; la responsabilité ministérielle n'a jamais qu'une sanction politique, autant dire qu'elle n'existe pas ; l'histoire politique et parlementaire le prouve. Du reste, la responsabilité ministérielle, au point de vue pécuniaire, serait insuffisante ou trop formidable.

» Mais ce qui serait équitable, le Ministre procédant surtout par délégations étant donnée l'impossibilité de tout faire par lui-même, ce serait la responsabilité des fonctionnaires devant un organisme indépendant et capable de les juger en dehors de l'action même de l'administration. »

Le rapporteur veut parler de la Cour des Comptes, l'organisme tout indiqué pour pareille tâche. Les fonctionnaires ordonnateurs devraient être responsables au même titre que les agents payeurs.

Et la Commission sénatoriale est d'avis de reviser dans ce sens l'article 18 qu'elle propose de rédiger comme suit :

« Les ordonnateurs délégués par le Ministre pour l'exécution du Budget, sont justiciables de la Cour des Comptes, du chef des engagements de crédits qu'ils ont contractés en violation d'une disposition légale quelconque ou qui ont causé un dommage au Trésor.

» Les raisons de recours à charge d'un ordonnateur délégué sont préalablement soumises au Ministre compétent.

» Le Ministre est autorisé à substituer sa responsabilité devant les Chambres, à celle des ordonnateurs délégués. »

Reste à savoir si la disposition de ce dernier paragraphe ne supprime pas les garanties données par l'article tel qu'il est révisé.

Cette intervention du Ministre pour dégager son agent, va directement à l'encontre des considérations du rapport où il est démontré que la responsabilité du Ministre est illusoire.

Nous ne pourrions admettre pareille substitution qu'à la condition expresse d'exiger que l'ordonnateur, pour être couvert, fût astreint à produire, comme pièce justificative, un ordre spécial émanant du Ministre qui a autorisé la dépense, et préalable à l'ordonnancement effectué.

Ainsi modifié, le texte proposé constituerait une heureuse innovation.

Le but que nous poursuivons paraîtrait donc atteint. Il empêcherait le dépas-

sement des crédits par les départements ministériels et obligerait ceux-ci à demander en temps opportun les crédits supplémentaires qui leur seraient nécessaires.

L'article va même au delà de nos desiderata, car il vise tous les cas de responsabilité de l'agent ordonnateur.

* * *

Dans le même ordre d'idées, le rapporteur du Sénat propose aussi l'introduction dans la loi du 29 octobre 1846, d'un texte nouveau ainsi conçu :

« La Cour arrête les sommes à recouvrer à charge des ordonnateurs délégués par le Ministre, du chef des engagements de crédits constatés en violation des dispositions légales ou du chef de dommages supportés par le Trésor.

» Dans ses observations annuelles, la Cour des Comptes signale les recours exercés à charge des ordonnateurs délégués.

» Sauf dans les cas d'urgence admis par les Chambres, toute demande de crédit supplémentaire est appuyée d'un rapport de la Cour des Comptes quant au mode d'emploi de l'allocation à augmenter. »

Cette disposition est le corollaire indispensable de la disposition précédente. Cependant, il paraît difficile d'assimiler les ordonnateurs aux comptables, quant aux conséquences pécuniaires de leur manquement, et la pénalité à infliger par la Cour, en ce qui concerne les premiers, ne pourrait être qu'une amende ou une sanction administrative (suspension ou révocation).

* * *

Il serait enfin désirable que la Commission des Finances, des budgets et des économies, devenue actuellement permanente, restât en contact constant avec la Cour des Comptes et prit pour règle de suivre de près l'emploi des crédits votés par les Chambres.

Le Rapporteur,
MAX HALLET.

Le Président,
A. MECHELYNCK.

NOTE

Le Sénat français vient de voter une série de mesures destinées à empêcher des abus identiques à ceux dont nous nous plaignons.

Nous reproduisons ci-dessus ces dispositions.

ART. 30. — Le premier alinéa de l'article 59 de la loi de finances du 26 décembre 1890 est modifié ainsi qu'il suit :

« Il est institué dans chaque Ministère et section de Ministère, ainsi que dans

- » chaque établissement public de l'État pourvu de l'autonomie financière, un
- » service de comptabilité et de contrôle des dépenses engagées ».

ART. 31. — L'article 37 de la loi de finances du 12 août 1919 est modifié et complété ainsi qu'il suit :

- « Les contrôleurs des dépenses engagées sont nommés par décret contresigné
- » par le Ministre des Finances et placés sous la seule autorité de ce Ministre.
- » Les contrôleurs des dépenses engagées formulent leur avis sur les projets
- » de budget et les demandes de crédits additionnels de toute nature des départements ministériels ou établissements publics auxquels ils sont attachés.
- » Ces avis sont transmis au Ministre des Finances en même temps que les
- » projets de budget et les demandes de crédits additionnels. »

ART. 32. — Toute mesure ou décision, tout arrêté ou décret ayant pour effet d'engager une dépense est soumis au visa du contrôleur des dépenses engagées :

- » En cas de refus de visa, il en est référé au Ministre des Finances, en même
- » temps qu'au Ministre auprès duquel est détaché le contrôleur des dépenses
- » engagées.

ART. 33. — Sont nuls et sans valeur obligatoire tous ordres ou instructions prescrivant à des comptables, en dehors des cas prévus par les lois ou par des décrets publiés au *Journal Officiel*, de faire des paiements au titre d'avances à régulariser par ordonnancement ou mandatement ultérieur sur les crédits du budget général de l'État. Les paiements ainsi faits, qui excéderaient les crédits législatifs ou qui concerneraient des dépenses pour lesquelles des lois n'auraient pas ouverts de crédits, seront laissés à la charge des comptables.

La Cour des Comptes réclamera aux comptables, à l'appui des dépenses de tous comptes de trésorerie qui lui paraîtront, après examen des états de développement des soldes, pouvoir comprendre des paiements au delà ou en dehors des crédits budgétaires, toutes pièces justificatives qu'elle estimera nécessaires pour servir de base, le cas échéant, au rejet de la dépense.

ART. 34. — Sous réserve de l'exception prévue au dernier alinéa du présent article, les payeurs doivent refuser d'acquitter, même sur réquisition de l'ordonnateur, des ordonnances ou mandats qui ne seraient pas compris dans les autorisations de paiement qu'ils ont reçues du Trésor ou qui dépasserait le montant de ces autorisations. Le payeur rend compte immédiatement de son refus de paiement au Ministre des Finances, qui se concerte avec le Ministre du Département qu'intéresse la dépense, en vue de procéder aux délégations de crédits et autorisations de paiement nécessaires ou, si les crédits budgétaires ne sont pas suffisants, au dépôt d'un projet de loi de crédits ou à l'ouverture de crédits supplémentaires, par décret, en Conseil d'État, en ce qui concerne les services votés dont la nomenclature est annexée à la loi de finances, par application de l'article 5 de la loi du 14 décembre 1879.

Les paiements effectués contrairement aux prescriptions ci-dessus, qui seraient reconnus avoir été faits au delà ou en dehors des crédits budgétaires et pour la régularisation desquels des crédits n'auraient pas été accordés par les Chambres, seront laissés à la charge du comptable.

Par dérogation aux prescriptions du premier alinéa du présent article, en cas d'urgence ou d'insuffisance des crédits ouverts aux ordonnateurs secondaires par les Ministres, les mandats délivrés pour le paiement des dépenses afférentes aux services votés, visés au deuxième paragraphe du présent article peuvent être acquittés immédiatement sur une réquisition écrite de l'ordonnateur et sauf imputation sur le premier crédit qui lui sera délégué.

— 311 —

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 12 MEI 1924.

Wetsontwerp tot instelling van de boekhouding der betaalbaar gestelde credieten ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE BESTENDIGE COMMISSIE VOOR DE FINANCIËN, DE BEGROOTINGEN EN DE BEZUININGEN ⁽²⁾ UITGEBRACHT DOOR DEN HEER HALLET.

MIJNE HEEREN,

De toestand van 's Rijks Schatkist eischt bij hoogdringendheid de inkrimping der uitgaven, daar de huidige Begrooting tienmaal zooveel bedraagt als die van vóór den oorlog. Deze taak werd door den achtbaren Minister van Financiën op gelukkige wijze aangevat en de Commissie voor de Begrooting houdt zich thans met de zaak onledig.

De inkrimping van de Begrooting is echter niet voldoende; ook en vooral moeten de hoofden van de onderscheidene Departementen, voor hunne uitgaven, strikt binnen de grenzen der door de Begrooting toegestane credieten blijven.

De Belgische Grondwet, de wet op 's Rijks comptabiliteit van 15 Mei 1846 en de wet van 29 October 1846 op de inrichting van het Rekenhof bepalen hieromtrent volstrekt strenge regelen, waarvan de naleving scheen de vereischte waarborgen aan de Wetgevende Macht te moeten geven. ⁽³⁾

⁽¹⁾ Wetsontwerp, n^r 132.

⁽²⁾ De Commissie bestaat uit de heeren MECHelynck, voorzitter, BOLOGNE, CARLIER, DAVID, DE BRUYNE, DONNAY, HALLET, HOUTART, OZERAY, PUSSEMIER, SAP, SERRUYS, SOUDAN, STRAUS, VAN LIMBURG STIRUM en WAUVERMANS.

⁽³⁾ Grondwet. — ART. 16. — Het Rekenhof zorgt dat geen enkel artikel van de uitgaven der Begrooting overschreden wordt en dat er geen overdracht geschiedt.

^(*) Wet van 15 Mei 1846. — ART. 16. — De Ministers mogen geene uitgave doen *boven de kredieten* voor ieder hunner geopend.

ART. 17. — De Minister van 's Lands middelen staat de betaling van een betaalbevel niet

^(*) De Vlaamsche tekst der wetten van 15 Mei 1846 en 29 October 1846 is ontleend aan de officieele *Verzameling der Wetten en Koninklijke Besluiten*.

Doch, ondanks deze uitdrukkelijke wetsbepalingen, is het een gewoonte geworden, de credieten te overschrijden, zelfs zonder dat de betrokken Ministers gebruik maken van de bevoegdheid, welke hun door artikel 14 der wet van 29 October 1846 wordt verleend, en zonder dat het Rekenhof daarover kon uitspraak doen.

De betalingen worden in die gevallen gedaan door middel van wat men noemt « rechtstreeksche mandaten ». Aan dergelijk misbruik dient een eind te worden gesteld.

* * *

Door het wetsontwerp op de boekhouding der betaalbaar gestelde credieten wordt deze toestand gedeeltelijk verholpen. Dank zij deze boekhouding, kan elke Minister den toestand der onderscheidene credieten van nabij volgen en wordt de Minister van Financiën in staat gesteld eene hoogere contrôle uit te oefenen benevens de contrôle van het Rekenhof, waaraan, op gezette tijden, de verslagen worden overgemaakt van bijzondere beampten die belast zijn met het toezicht over het betaalbaar stellen van de begrootingscredieten.

Het ontwerp stelt voor, in elk Ministerie boek te houden van de betaalbare gestelde credieten. De boekhouders moeten rekening en verantwoording geven aan het Rekenhof.

toe dan wanneer dezelve op een door de wet geopend krediet slaat. Geene betaling mag gebeuren zonder zijne tusschenkomst en zonder *het voorafgaande visa* en de vereffening van het Rekenhof, behoudens de uitzonderingen bij de wet vastgesteld (art. 63, Koninklijk besluit van 10 December 1868).

ART. 63. — De betalingen op de begrootingen en de bijzondere fondsen te doen, omvatten :

1^o De vaste uitgaven, vrijgesteld van het voorafgaandelijk visa van het hof der rekeningen (wedden, abonnementen, pensioenen) ;

2^o De uitgaven onderworpen aan eene voorafgaandelijke vereffening van het hof der rekeningen ;

3^o De uitgaven op geopende kredieten aan eene latere vereffening van het hof der rekeningen onderworpen, als de aard van den dienst het openen van kredieten vereischt voor eene te doene uitgave (art. 15, 1^o, wet op de inrichting van het Rekenhof) ;

4^o De voorschietingen van gelden aan rekenagenten belast met eenen bij bezuiniging in regie gestelden bestuursdienst (de voorschotten mogen niet boven de 20,000 franken gaan, en de verbruiking ervan zal bewezen worden binnen de vier maanden) (art. 15, 2^o wet op de inrichting van het Rekenhof).

ART. 18. — *De betaalbevelers zijn verantwoordelijk* voor de betalingen door hen, tegenstrijdiglijk aan de wetten van verordeningen van beheer, bevolen.

Wet van 29 October 1846. — ART. 5. — Het Hof zorgt dat *geen artikel* der uitgaven van de Begrooting *overschreden worde* en dat geene overdracht geschiede.

ART. 14. — Geen betaalbevel wordt door de Schatkist gekweten dan na hetzelfde voorzien is *van het visa* van het Rekenhof. Als het Hof denkt zijn visa niet te moeten geven, worden de redenen van deszelfs weigering onderzocht in den Raad der Ministers.

Als de Ministers oordeelen dat er tot de betaling onder hunne verantwoordelijkheid moet overgegaan worden, viseert het Hof met voorbehouding. Het doet rekenschap van zijne beweegredenen in zijne jaarlijksche aanmerkingen aan de Kamers.

Deze nieuwigheid brengt verbetering in een toestand, die zonder verwijl dient te worden gewijzigd.

Het Rekenhof moet zorgen dat geen enkel artikel der in de Begrooting geraamde uitgaven overschreden wordt. Doch thans kan die instelling niet dan met het grootste bezwaar en vaak zonder welslagen hare zending vervullen. Inderdaad, niet zelden wordt het Hof er toe gebracht, zijn visa te verleenen voor credieten, die betaalbaar gesteld werden zonder dat het zich kon rekenschap geven van de belangrijkheid der aangeane verbintenissen en wanneer soms de credieten reeds uitgeput waren bij het aangaan van die verbintenissen.

Door de voorgestelde hervorming wordt aan dien toestand een eind gesteld. De rekenplichtigen zullen met zorg toezicht houden op de uitgaven, van het oogenblik af dat daartoe verbintenissen worden aangegaan, en op gezette tijden aan het Rekenhof kennis geven van de uitkomsten hunner contrôle.

Anderdeels zal aldus de Minister zelf, om zoo te zeggen dag voor dag, op de hoogte worden gehouden van den toestand zijner credieten en van de wijze, waarop zij worden benuttigd.

Niettemin dient het ontwerp van de Regeering eenigszins gewijzigd te worden.

De Commissie meende u voor te stellen, § 2 van het eerste artikel weg te laten : « De begrootingswetten bepalen de credieten, waarvoor die boekhouding moet ingericht worden. » Zij was van gevoelen, dat men die credieten bezwaarlijk zou kunnen aanwijzen en dat het, anderzijds, noodzakelijk scheen contrôle op al de credieten in te voeren.

Zij meende echter daarop niet verder te moeten aandringen. Inderdaad, er is eene gansche reeks uitgaven, de vaste uitgaven, welke tot geen misbruik hoegenaamd aanleiding kunnen geven. Anderzijds is het noodig dat, in den beginne, de nieuwigheid zoomin mogelijk aanleiding geven zou tot geschrijf; zoo niet, loopt men gevaar eerlang de hervorming te zien schipbreuk lijden wegens de stoffelijke moeilijkheden. Willen wij al te nauwgezet zijn, dan loopen wij gevaar het doel voorbij te streven.

In paragraaf 3 van artikel 2 moet men, op meer nauwkeurige wijze, de tijdstippen vermelden, waarop de beampten verplicht zijn verslag uit te brengen, en aan de woorden « op gezette tijden » toevoegen de woorden « ten minste om de twee maanden ».

Aldus behoudt de Minister de vrijheid om meer herhaaldelijk een verslag te eischen. Bezwaarlijk kan men van nu af aan zeggen op welke wijze de wet werken zal, welke juist de bestuurswijze zijn zal, welk personeel noodig zal zijn voor het vereischte werk. De omstandigheden kunnen meebrengen, dat de Minister verslagen noodig heeft binnen een korteren tijd.

Verder diende men aan artikel 3 de navolgende slotbepaling toe te voegen :

« De strafmaatregelen voorzien bij artikel 8 der wet van 29 October 1846 kunnen eveneens toegepast worden op de rekenplichtigen, die de credieten laten overschrijden of de uitkomsten hunner boekhouding niet binnen den gestelden tijd aan het Rekenhof overmaken ». De tekst van het ontwerp is onvoldoende, want bedoeld artikel 8 betreft slechts de regelmatig aangestelde rekenplichtigen.

Daar de door deze wet aangestelde rekenplichtigen met eene zeer kiesche

zending zullen belast zijn, behoeft men hun waarborgen te geven tegen de willekeur der bureelen. Daarom stellen wij voor, hun het recht te verleen in beroep te komen bij het Rekenhof, ingeval zij mochten benadeeld worden wegens het uitoefenen van hun ambt.

Het moet worden verstaan dat, in geval van vertraging, het Rekenhof tegenover die beambten zal optreden zooals het optreedt tegenover de rekenplichtigen; met andere woorden, het Hof zal gemachtigd zijn om hen, die hunne rekeningen niet op den gestelden tijd bij het Hof indienen, aan te manen en op de nalatigen de straffen toe te passen, welke ten laste van de gewone rekenplichtigen zijn voorzien.

De rekenplichtigen, benoemd door den Koning op voordracht van den Minister van Financiën, hangen alleen van dezen af. Daar hunne taak nog al kiesch zal zijn, stelt uwe Commissie u voor, hun als waarborg een verhaal bij het Rekenhof te verleen, indien, wegens de uitoefening van hun ambt, op hen een maatregel mocht toegepast worden, die hun nadeelig zou zijn.

Wij stellen u ten slotte voor, eene bepaling toe te voegen, die het gebruik der «rechtstreeksche mandaten» heel en al afschaft. Krachtens deze nieuwe bepaling, zou de Staat slechts gebonden zijn door de betaalbaarstellingen *geviseerd* door de bij de wet aangestelde beambten en binnen de grenzen van de sommen voorzien in de door hen geveerde stukken.

* * *

De Senaat had aan het ontwerp tot vermeerdering van het getal leden van het Rekenhof, op voorstel van den heer senator Liebaert, de navolgende-bepaling toegevoegd :

« De Regeeringsakten, Koninklijke besluiten en ministerieele besluiten, die » uitgaven aan den Staat kunnen opleggen :

» 1° Wegens aanbestedingen, overeenkomsten en oprichting van nieuwe » instellingen of van nieuwe diensten ;

» 2° Wegens benoemingen of bevorderingen van ambtenaren of bedienden, » welke tot hoogere uitgaven aanleiding geven, worden, vóór hunne tenuitvoer- » legging, onderworpen aan het visa van het Rekenhof, gelast na te gaan of zij » overeenstemmen met de begrootingswet.

» Wanneer het Hof niet meent zijn visa te moeten geven, worden de redenen » van zijne weigering in den Ministerraad onderzocht. Achten de Ministers dat » er overheen kan gestapt worden, onder hunne aansprakelijkheid, dan viseert » het Hof onder voorbehoud en maakt, binnen veertien dagen, de redenen van » zijn verzet bekend aan de Kamer der Volksvertegenwoordigers en aan den » Senaat. Het vermeldt deze redenen in zijne jaarlijksche aanmerkingen. »

De Senaatscommissie voor de Financiën drukte zich, ten aanzien van dit voorstel, in de volgende woorden uit :

« Al schenkt uwe Commissie hare goedkeuring aan de wijzigingen, welke dit » amendement zou brengen in onze organieke wet, al erkent zij dat de Minister

» van Financiën daarin een steun zou vinden voor de uitoefening van zijn kiesche
 » en ondankbare zaak, toch was zij van gevoelen dat dit amendement niet tot
 » het kader van de behandelde wet behoorde, dat het, door het terugzenden naar
 » de Kamer der Volksvertegenwoordigers, het ernstig bezwaar zou medebrengen,
 » de vermeerdering te vertragen van het getal leden van het Rekenhof, hetwelk
 » zich op dit oogenblik niet meer bij machte oordeelt zijne zware taak uit te
 » voeren en er zou van afzien de verantwoordelijkheid daarvan nog op zich te
 » nemen.

» Dit amendement zou zijn plaats moeten vinden in het door velen gevraagde
 » ontwerp, vroeger door den heer Delacroix aangeprezen en waarop nog
 » onlangs verscheidene Kamerleden hebben gewezen. »

Ondanks het advies van de Commissie, keurde de Senaat dit amendement goed.
 De Kamer heeft het nu uitgeschakeld uit het wetsontwerp tot vermeerdering van
 het getal leden van het Rekenhof.

Het dient thans door ons onderzocht te worden.

Uwe Commissie is van oordeel dat deze nieuwigheid niet in de wet moet
 worden opgenomen. Wij kunnen niet anders dan onze goedkeuring hechten aan
 de uitleggingen, door den Minister van Financiën aan de Kamer verstrekt.

« Het door de Regeering voorgestelde middel (er is hier sprake van het wets-
 ontwerp op de boekhouding der betaalbaar gestelde credieten) is vollediger en
 doelmatiger dan het door den heer Tibbaut aangeprezene.

» Ik ben van gevoelen dat het niet behoort eene contrôle van het Rekenhof
 in te stellen voor de uitgaven, door de Regeering te doen krachtens eene door de
 Kamers regelmatig vastgestelde begrooting, alvorens deze uitgaven gedaan zijn.

» De contrôle van het Rekenhof kan slechts plaats hebben nadat die uitgaven
 betaalbaar gesteld zijn, niet vóór de betaalbaarstelling. Mocht men er anders over
 beslissen, dan zou men, naar mijne meening, de wetgevende macht met de
 uitvoerende verwarren en artikel 116 der Grondwet schenden. »

. * .

Volstaan de bepalingen, welke wij u ter aanneming hebben voorgesteld, om,
 te zamen met de huidige wetten en reglementen, de wetgevende macht op
 afdoende wijze te wapenen? Of moeten er nog andere worden goedgekeurd?
 Welke maatregelen dienen er te worden getroffen?

Het is vooreerst nuttig dat de Regeering wete dat de Wetgevende Kamers,
 in de toekomst, vanzins zijn, de wetten op 's Rijks rekenplichtigheid stipt te
 doen naleven.

Het zou eveneens noodzakelijk zijn, dat het Rekenhof er zich niet bij bepale,
 het Parlement eens per jaar door zijne aanmerkingen op de hoogte te brengen,
 maar dat de Kamer door het Hof worde ingelicht, telkens als en zoodra het eene
 onregelmatigheid vaststelt.

De slotalinea van artikel 14 der hooger vermelde wet van 29 October 1846
 dient dus te worden gewijzigd en te luiden als volgt :

« Het Hof doet dadelijk hare beweegredenen aan de Kamers kennen. In het

algemeen maakt het elke tekortkoming aan de begrootingswetten, alsmede aan de artikelen 1 tot 4 dezer wet dadelijk bekend aan de Kamers. »

Een even goede aanvullende maatregel zou hierin bestaan, dat het Hof in elk zijner jaarverslagen (jaarlijkse aanmerkingen) zou wijzen op de hervormingen, welke, naar zijne meening, in de boekhouding van den Staat zouden moeten ingevoerd worden, en tevens op de wijzigingen in zijn eigen inrichting te brengen, telkens als het oordeelt dat nieuwe maatregelen, op beiderlei gebied, de regeling van onze boekhouding beter in overeenstemming zouden brengen met de gewijzigde openbare toestanden en een snellere, meer afdoende controle van het beheer onzer financiën zouden verzekeren.

Het zou uwe Commissie genoegen doen, wilde het Rekenhof aan dit denkbeeld gevolg geven.

* .

Laten wij thans spreken over de aansprakelijkheid der Ministers.

De wet bepaalt uitdrukkelijk dat de Ministers geen enkele uitgave mogen doen buiten de grenzen van de credieten, die voor elk hunner werden toegestaan. Hunne persoonlijke aansprakelijkheid staat op het spel. Doch deze waarborg komt bedrieglijk voor. Het Nationaal Congres verklaarde in artikel 139 der Grondwet dat « het noodig is, door afzonderlijke wetten en binnen het kortst mogelijk tijdsverloop, de volgende zaken te regelen : . . . 3^o) de verantwoordelijkheid der Ministers en andere Staatsbeambten ». Doch de Kamers die zich, sedert de oprichting van onze nationaliteit, hebben opgevolgd, hadden nog geene gelegenheid om zich met deze zaak bezig te houden.

Artikel 18 der wet schrijft wel voor, dat de ordonnateurs aansprakelijk zijn voor de door hen bevolen betalingen, in strijd met de wetten en de bestuursreglementen, doch de tekst van dit artikel is niet nauwkeurig genoeg omschreven en op geenerlei wijze is daarin voorzien hoe de strafmaatregelen moeten toegepast worden.

Evenals wij, stelde de Senaat dezen bezwarenden toestand vast en Senator de Mévius spreekt er van in het verslag van de Commissie voor de Financiën, belast met het onderzoek van het wetsontwerp tot herziening der wet op de inrichting van het Rekenhof.

« De verantwoordelijkheden, zegt de achtbare verslaggever, zijn niet voldoende ; de ministerieele verantwoordelijkheid kan geen ander dan een politiek gevolg hebben. Men kan dus even goed zeggen dat zij niet bestaat. Dit blijkt uit de politieke en parlementaire geschiedenis. Overigens, de ministerieele verantwoordelijkheid, in geldelijk opzicht, zou ontoereikend of al te groot zijn.

» Doch, aangezien de Minister vooral bij wijze van opdrachten optreedt — het is hem inderdaad onmogelijk alles zelf te doen, — zou het billijk zijn, dat de ambtenaren aansprakelijk zouden zijn tegenover een onafhankelijke instelling, gerechtigd om hen te straffen buiten elke inmenging van het bestuur. »

De verslaggever bedoelt het Rekenhof, welke inrichting gansch aangewezen is voor dergelijke taak. De ambtenaren-ordonnateurs zouden om dezelfde redenen moeten aansprakelijk zijn als de beambten belast met de betalingen.

En de Commissie van den Senaat is vanzins, artikel 18 in dien zin te herzien en het te doen luiden :

« De ordonnateurs, door den Minister afgevaardigd voor het uitvoeren van de begrooting, moeten rekening en verantwoording geven aan het Rekenhof over de betaalbaarstellingen van credieten, waartoe zij zich verbonden hebben in strijd met eenige wetsbepaling en waardoor de Schatkist benadeeld werd.

» De redenen van verhaal ten laste van een afgevaardigden ordonnateur worden voorafgaandelijk onderworpen aan den bevoegden Minister.

» De Minister kan zijne aansprakelijkheid voor de Kamers in de plaats stellen van die der afgevaardigde ordonnateurs. »

De vraag is nu, of de bepaling dezer laatste paragraaf niet de waarborgen wegneemt, welke door het artikel, zooals het werd gewijzigd, worden gegeven.

Die tusschenkomst van den Minister om zijn beambte te ontlasten, gaat rechtstreeks in tegen de beschouwingen van het verslag, waarin bewezen wordt dat 's Ministers verantwoordelijkheid slechts in schijn bestaat.

Wij zouden dergelijke vrijstelling slechts kunnen aannemen onder de uitdrukkelijke voorwaarde, dat de ordonnateur, wil hij gedekt zijn, verplicht worde ter rechtvaardiging een bijzonder bevel over te leggen, uitgaande van den Minister, die de uitgave heeft toegestaan, welk bevel aan het betalingsbevel voorafging.

Aldus gewijzigd, zou de voorgestelde tekst een heilzame nieuwigheid invoeren.

Het door ons nagestreefde doel zou dus bereikt schijnen. Het zou beletten dat de ministerieele Departementen de credieten overschrijden en het zou deze verplichten, de hun noodzakelijke bijcredieten ten gepasten tijde aan te vragen.

Het artikel gaat zelfs verder dan wij verlangen, daar het geldt voor al de gevallen van aansprakelijkheid van de beambten-ordonnateurs.

*
* * *

In denzelfden gedachtengang stelt de verslaggever van den Senaat ook voor, in de wet van 29 October 1846 een nieuwe bepaling op te nemen, luidende :

« Het Hof bepaalt welke sommen ten laste van de door den Minister afgevaardigde ordonnateurs moeten gevorderd worden wegens de betaalbaarstellingen van credieten in strijd met de wetsbepalingen of wegens de schade geleden door de Schatkist.

» In zijne jaarlijksche aanmerkingen, aan de Kamers toegezonden, vermeldt het Hof de straffen, die tegen de afgevaardigde ordonnateurs uitgesproken werden.

» Behalve in spoedeisende gevallen, door de Kamers aangenomen, wordt bij elke aanvraag om een bijkomend crediet een verslag van het Rekenhof gevoegd betreffende de wijze van gebruik van het te verhoogen crediet ».

Deze bepaling is het onmisbaar gevolg van de voorgaande bepaling. Het schijnt echter moeilijker de ordonnateurs gelijk te stellen met de rekenplichtigen, wat aangaat de geldelijke gevolgen van hunne tekortkoming, en de door het Hof toe

te passen straf zou, wat de eersten aangaat, slechts eene boete of een administratieve strafmaatregel (schorsing of afzetting) kunnen zijn.

*
* * *

Eindelijk zou het wenschelijk zijn dat de Commissie voor de Financiën, de Begrotingen en de Bezuiningen, welke thans eene bestendige Commissie is geworden, gedurig in voeling blijve met het Rekenhof en als regel zou aannemen, de benutting der door de Kamers toegestane credieten van nabij na te gaan.

De Verslaggever,
MAX HALLET.

De Voorzitter,
A. MECHELYNCK.

NOTA

De Fransche Senaat heeft onlangs eene reeks maatregelen aangenomen ten einde misbruiken als die waarover wij ons beklagen, te voorkomen.

Hier volgen die bepalingen :

ART. 30. — Het eerste lid van artikel 59 der Financiënwet van 26 December 1890 wordt gewijzigd als volgt :

« In ieder ministerie en in iedere afdeeling van ministerie, evenals in elke
» openbare instelling van den Staat, welke zelfstandig is op financieel gebied,
» wordt een dienst van boekhouding en van contrôle der betaalbaar gestelde
» credieten opgericht. »

ART. 31. — Artikel 37 der Financiënwet van 12 Augustus 1919 wordt gewijzigd en aangevuld als volgt :

« De controleurs van de betaalbaar gestelde credieten worden benoemd bij door
» den Minister van Financiën medeondertekend decreet en onder het uitsluitend
» gezag van dezen Minister gesteld.

« De controleurs van de betaalbaar gestelde credieten brengen hun advies uit
» over de begrotingsontwerpen en over de aanvragen tot allerhande bijcredieten
» van de ministerieele departementen of openbare instellingen waarbij zij werkzaam zijn.

» Dit advies wordt aan den Minister van Financiën overgemaakt tegelijk met
» de begrotingsontwerpen en de aanvragen tot bijcredieten. »

ART. 32. — « Elke maatregel of beslissing, elk besluit of decreet, dat ten doel
» heeft een crediet betaalbaar te stellen, wordt onderworpen aan het visa van den
» controleur der betaalbaar gestelde credieten.

» Wordt het visa geweigerd, dan wordt de zaak onderworpen aan den Minister
» van Financiën tegelijkertijd als aan den Minister, bij welchen is aangesteld de
» controleur van de betaalbaar gestelde credieten. »

Art. 33. — Zijn nietig en zonder bindende waarde al de bevelen of onder-
richtingen, waarbij, buiten de gevallen voorzien door de wetten of door decreten
in het *Journal officiel* bekendgemaakt, aan rekenplichtigen wordt voorgeschre-
ven betalingen te doen bij wijze van voorschotten, door later betalingsbevel
aan te rekenen op de credieten der algemeene Staatsbegrooting. De aldus gedane
betalingen, welke de door de wetgeving toegestane credieten mochten overschrij-
den of betrekking mochten hebben op uitgaven waarvoor door eene wet geene
credieten mochten geopend zijn, blijven ten laste van de rekenplichtigen.

« Door het Rekenhof worden, tot staving der uitgaven van alle Schatkiststreke-
» ningen welke het, na onderzoek van de toelichtende staten der saldo's, vermoedt
» betalingen boven of buiten de begrootingscredieten te bevatten, van de
» rekenplichtigen al de bewijsstukken gevorderd, welke het noodig acht om, bij
» voorkomend geval, aan het verwerpen der uitgaven ten grondslag te dienen.

» Art. 34. — Onder voorbehoud van de uitzondering voorzien bij het
» laatste lid van dit artikel, moeten de betalers, zelfs op vordering van den ordon-
» nateur, weigeren bevelschriften of mandaten te kwijten, welke niet zouden
» begrepen zijn in de machtigingen tot betaling, die zij van de Thesaurie heb-
» ben ontvangen of die het bedrag dezer machtigingen zouden overschrijden.
» De betaler geeft van zijne weigering tot betalen onmiddellijk kennis aan den
» Minister van Financiën; deze pleegt overleg met den Minister van het bij de
» uitgave betrokken Departement, ten einde de overdrachten van credieten te
» doen en de noodige machtigingen tot betaling te geven, of, zoo de begroo-
» tingscredieten niet toereikend zijn, een wetsontwerp voor credieten of voor
» bijkomende credieten in te dienen, bij decreet, in Raad van State, wat de toe-
» gestane diensten betreft, waarvan de opsomming gehecht is aan de Financiën-
» wet bij toepassing van artikel 5 der wet van 14 December 1879.

» De betalingen gedaan in strijd met bovenstaande voorschriften, die mochten
» bevonden worden boven of buiten de begrootingscredieten te gaan en voor
» wier regeling door de Kamers geen credieten mochten beschikbaar gesteld
» zijn, blijven ten laste van den rekenplichtige.

» Bij afwijking van de voorschriften van het eerste lid van dit artikel, en in
» geval van hoogdringendheid of van ontoereikendheid der credieten door de
» Ministers geopend aan de ondergeschikte ordonnateurs, kunnen de mandaten,
» afgeleverd voor de betaling der uitgaven behorende tot de in de tweede para-
» graaf van dit artikel vermelde toegestane diensten, dadelijk worden gekweten
» op een geschreven vordering van den ordonnateur en behoudens aanrekening
» op het eerste crediet dat hem zal overgedragen worden. »

ANNEXE AU N° 266

PROJET DE LOI

instituant la comptabilité des dépenses engagées.

TEXTE DU PROJET DE LOI

ET

TEXTE PROPOSÉ PAR LA COMMISSION

BIJLAGE VAN N° 266

ONTWERP VAN WET

tot instelling van de boekhouding der betaalbaar gestelde credieten.

TEKST VAN HET WETSONTWERP

EN

TEKST VOORGESTELD DOOR DE COMMISSIE

Projet de loi.**Ontwerp van wet.****ARTICLE PREMIER.****EERSTE ARTIKEL.**

Dans chaque Ministère, il est tenu une comptabilité des dépenses engagées.

In ieder Ministerie wordt boek gehouden van de betaalbaar gestelde credieten.

Les lois de budget déterminent les crédits pour lesquels la tenue de cette comptabilité doit être organisée.

De begrootingswetten bepalen de credieten, waarvoor die boekhouding moet ingericht worden.

ART. 2.**ART. 2.**

Des agents, justiciables de la Cour des Comptes, sont constitués comptables de l'engagement des dépenses dans la limite des crédits budgétaires.

Aan het Rekenhof verantwoordelijke agenten worden aangesteld als rekenplichtig voor het aangaan der uitgaven binnen de grenzen der begrootingscredieten.

Ils sont nommés par le Roi, sur la proposition du Ministre des Finances.

Zij worden benoemd door den Koning, op de voordracht van den Minister van Financiën.

Pour chacun des crédits dont ils ont à surveiller l'engagement, ils soumettent périodiquement les résultats de leur comptabilité à la Cour des Comptes par l'entremise du Ministre des Finances. L'article 8 de la loi du 29 octobre 1846 leur est applicable.

Voor elk der credieten waarvan zij de benutting te bewaken hebben, onderwerpen zij, op gezette tijden, door tussenkomst van den Minister van Financiën, de uitkomsten hunner boekhouding aan het Rekenhof. Artikel 8 der wet van 29 October 1846 is op hen van toepassing.

Texte proposé par la Commission.

Tekst door de Commissie voorgesteld.

ARTICLE PREMIER.

EERSTE ARTIKEL.

(Comme au projet de loi).

(Zooals in het wetsontwerp).

ART. 2.

ART. 2.

Des agents, justiciables de la Cour des Comptes, sont constitués comptables de l'engagement des dépenses dans la limite des crédits budgétaires.

Beambten, die rekening en verantwoording moeten geven aan het Rekenhof, worden aangesteld als rekenplichtigen voor het betaalbaar stellen der credieten binnen de grenzen der begrootingscredieten.

Ils sont nommés par le Roi, sur la proposition du Ministre des Finances.

Zij worden benoemd door den Koning, op voordracht van den Minister van Financiën.

Pour chacun des crédits dont ils ont à surveiller l'engagement, ils soumettent périodiquement au moins tous les deux mois, les résultats de leur comptabilité à la Cour des Comptes par l'entremise du Ministre des Finances. Les sanctions prévues par l'article 8 de la loi du 29 octobre 1846 peuvent également être appliquées aux comptables qui auront laissé dépasser les crédits ou qui n'auront pas transmis les résultats de leur comptabilité à la Cour des Comptes dans les délais prescrits.

Voor elk der credieten, op welke betaalbaarstelling zij moeten toezicht houden, onderwerpen zij op gezette tijden, ten minste om de twee maanden, de uitkomsten hunner boekhouding aan het Rekenhof door het toedoen van den Minister van Financiën. De strafmaatregelen voorzien bij artikel 8 der wet van 29 October 1846 kunnen eveneens toegepast worden op de rekenplichtigen, die de credieten laten overschrijden of de uitkomsten hunner boekhouding niet binnen den gestelden tijd aan het Rekenhof overmaken.

Toute mesure qui tendrait à porter un préjudice quelconque à un des comptables institués par la présente loi à raison de l'exercice de ses fonctions pourra être de la part du dit comptable

Tegen elken maatregel, waarbij eenig nadeel aan een der bij deze wet aangestelde rekenplichtigen zou kunnen berokkend worden wegens het uitoefenen van zijn ambt, kan gezegde reken-

Projet de loi.

Ontwerp van wet.

ART. 3.

Le Roi, sur la proposition du Ministre des Finances, règle la tenue de la comptabilité des dépenses engagées et fixe la forme des comptes périodiques ainsi que l'époque de leur envoi.

ART. 3.

De Koning, op de voordracht van den Minister van Financiën, regelt de boekhouding der aangegane uitgaven en bepaalt den vorm der periodische rekeningen alsmede het tijdstip harer toezending.

Texte proposé par la Commission.

Tekst door de Commissie voorgesteld.

l'objet d'un recours devant la Cour des Comptes. Ce recours devra être fait dans les quinze jours de la mesure visée et la Cour sera tenue de statuer endéans le mois de la réception en recours.

ART. 2^{bis}.

L'État n'est tenu que des engagements visés par les agents institués par la présente loi et dans les limites de leur visa en ce qui concerne les crédits qu'ils sont chargés de comptabiliser.

ART. 3.

Le Roi, sur la proposition du Ministre des Finances, règle la tenue de la comptabilité des dépenses engagées et fixe la forme des comptes périodiques ainsi que l'époque de leur envoi dans les limites fixées par l'article 2.

ART. 3^{bis}.

L'alinéa final de l'article 14 de la loi du 29 octobre 1846 est modifié comme suit :

Elle (la Cour) rend immédiatement compte de ses motifs aux Chambres. D'une manière générale, elle signale sans retard aux Chambres tout manquement aux lois du budget ainsi qu'aux articles 1 à 4 de la présente loi.

ART. 3^{ter}.

L'article 18 de la loi du 15 mai 1846 est remplacé par le texte suivant :

Les ordonnateurs délégués par le

plichtige beroep instellen bij het Rekenhof. Dit beroep moet ingesteld worden binnen veertien dagen na bedoelden maatregel en het Hof is verplicht uitspraak te doen binnen ééne maand na de ontvangst van het beroep.

ART. 2^{bis}.

De Staat is slechts gebonden door de betaalbaarstellingen gevisceerd door de bij deze wet aangestelde beambten en binnen de grenzen van hun visa wat betreft de credieten, waarvan zij moeten boek houden.

ART. 3.

De Koning regelt, op de voordracht van den Minister van Financiën, de wijze van boekhouding der betaalbaar gestelde credieten en bepaalt den vorm der periodieke rekeningen, alsmede het tijdstip van dezer overmaking binnen de grenzen vastgesteld bij artikel 2.

ART. 3^{bis}.

De slotaline van artikel 14 der wet van 29 October 1846 wordt gewijzigd als volgt :

Het Hof doet dadelijk hare beweegredenen aan de Kamers kennen. In het algemeen maakt het elke tekortkoming aan de begrootingswetten, alsmede aan de artikelen 1 tot 4 dezer wet dadelijk bekend aan de Kamers.

ART. 3^{ter}.

Artikel 18 der wet van 15 Mei 1846 wordt vervangen door den volgende tekst :

De ordonnateurs, door den Minister

Projet de loi.

—

Ontwerp van wet.

—

Texte proposé par la Commission.

Tekst door de Commissie voorgesteld.

Ministre pour l'exécution du budget sont justiciables de la Cour des Comptes du chef des engagements de crédits qu'ils ont contractés en violation d'une disposition légale quelconque et qui ont causé un dommage au Trésor.

L'ordonnateur ne sera exonéré de cette responsabilité que s'il peut produire pour sa justification un ordre spécial écrit du Ministre qui a autorisé la dépense, et préalable à l'ordonnance-

ART. 3^{quater}.

L'article suivant est ajouté à la loi du 29 octobre 1846 :

ART. 9^{bis}. — *La Cour prononce contre les ordonnateurs délégués par le Ministre, entendus ou dûment appelés, du chef des engagements de crédits consentis en violation des dispositions légales ou du chef des dommages supportés par le Trésor, une amende qui n'excède pas la moitié de leur traitement ; elle peut aussi provoquer, le cas échéant, leur suspension ou leur destitution.*

Dans ses observations annuelles aux Chambres, la Cour signale les pénalités infligées aux ordonnateurs délégués.

Sauf dans les cas d'urgence admis par les Chambres, toute demande de crédit supplémentaire est appuyée d'un rapport de la Cour des Comptes quant au mode d'emploi de l'allocation à augmenter.

afgevaardigd voor het uitvoeren van de begroeting, moeten rekening en verantwoording geven aan het Rekenhof over de betaalbaarstellingen van credieten, waartoe zij zich verbonden hebben in strijd met eenige wetsbepaling en waardoor de Schatkist benadeeld werd.

De ordonnateur is alleen dan niet meer aansprakelijk wanneer hij, tot zijne rechtvaardiging, een bijzonder schriftelijk bevel van den Minister kan overleggen, dat machtiging verleende tot de uitgave en aan het betalingsbevel voorafging.

ART. 3^{quater}

Het volgende artikel wordt aan de wet van 29 October 1846 toegevoegd :

ART. 9^{bis}. — *Wegens de betaalbaarstellingen van credieten toegelaten in strijd met de wetsbepalingen of wegens de schade ondergaan door de Schatkist past het Hof ten laste van de door den Minister afgevaardigde ordonnateurs, nadat zij zijn gehoord of behoorlijk opgeroepen, eene boete toe, die niet de helft hunner wedde overschrijdt ; het kan ook, bij voorkomend geval, besluiten tot hunne schorsing of afzetting.*

In zijne jaarlijksehe aanmerkingen, aan de Kamers toegezonden, vermeldt het Hof de straffen, die tegen de afgevaardigde ordonnateurs uitgesproken werden.

Behalve in spoedeischnde gevallen, door de Kamers aangenomen, wordt bij elke aanvraag om een bijkomend crediet een verslag van het Rekenhof gevoegd betreffende de wijze van gebruik van het te verhoogen crediet.